



# QUI NE DIT MOT CONSENT

Miriam BEN JATTOU

Directrice de Femmes de droits – Droits des femmes asbl, Membre de l'Université des Femmes

C'est une petite phrase qui n'a l'air de rien et qui est pourtant lourde de sens. Nous l'avons déjà toutes et tous prononcée, au détour d'une conversation où notre interlocuteur ou interlocutrice ne répondait pas assez vite à une question que nous lui posions. Cette petite phrase légère nous permet alors de décider seul·e de ce que nous souhaitons en nous dédouanant de l'avis de l'autre que nous avons demandé sans résultat. Si elle se contentait de cet impact-là, il n'y aurait pas lieu d'en discuter davantage. Après tout, il s'agit là d'un accord communément admis. Sauf que ce n'est pas si simple. Cet article explique pourquoi, au départ d'une analyse critique de la notion de consentement.

« Qui ne dit mot consent » est bien plus problématique qu'il n'y paraît de prime abord.

Revenons tout d'abord sur la notion de consentement. Dans le langage courant, le Larousse définit le consentement comme « l'action d'accepter qu'une chose ait lieu »<sup>1</sup>. Bien que le dictionnaire parle d'action, on observe que le consentement est très passif. Quelqu'un·e souhaite que quelque chose arrive et nous l'acceptons. Cette notion peut être mise en perspective avec celle de désir, définie quant à elle, comme « l'envie très forte de quelque chose »<sup>2</sup>. On remarque immédiatement que celui ou celle qui désire ne prend pas la même place que celui ou celle qui consent. En effet, le ou la première imagine, invente et propose une chose dont il ou elle a fortement envie quand l'autre se contente d'accepter cette proposition.

Or, en droit, les notions de désir et de consentement se mélangent allègrement.

Ainsi, un contrat est « un échange de consentement » alors même qu'il y a forcément au moins une partie qui désire et ne se contente pas seulement de consentir. Lorsque j'achète un pot de plantes

d'intérieur, le ou la vendeur·euse me propose différents produits et je choisis celui qui me plaît le plus, celui dont j'ai la plus forte envie. Cela se rapproche bien plus de la notion de désir que de celle du simple consentement.

D'ailleurs, si un·e vendeur·euse se présente à mon domicile pour me vendre un produit que je n'ai pas sollicité et que je consens à lui en acheter, je dispose d'un droit de rétractation de 14 jours<sup>3</sup>. On le voit, ces ventes n'ont pas tout-à-fait le même statut qu'une vente classique en magasin, puisqu'en magasin, nous ne disposons pas de ce droit de rétractation. Pourtant, le consentement au sens strict est le même pour le consommateur ou la consommatrice. Mais, dans une vente en magasin, on estime que ce consentement est comme renforcé par le désir d'acheter qui pousse le consommateur ou la consommatrice à entrer délibérément dans la boutique, ce qui n'est pas le cas d'une vente à domicile lors de laquelle le consommateur ou la consommatrice ne manifeste aucun désir mais se contente de consentir.

« Qui ne dit mot consent » ne marche donc pas dans le cadre d'une vente. Impossible pour un vendeur ou une vendeuse de prétendre à un échange de

consentement parce qu'il ou elle vous a proposé un article et que vous n'avez pas refusé.

Voyons ce qu'il en est en matière médicale puisque la question du consentement se pose aussi en cette matière. La loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient dispose que le ou la soignant·e doit s'assurer du consentement éclairé du ou de la patient·e. Ce consentement éclairé passe par l'information précise et complète de l'état de santé de la personne et des différentes pistes thérapeutiques envisagées avec leurs risques et bénéfices. Ici, encore, on voit poindre une différence entre consentement et désir. Chaque patient·e a droit au libre choix du ou de la praticien·ne professionnel·le (c'est ce qui se rapproche le plus du désir). Par ailleurs, il ou elle consent ou non aux actes médicaux après avoir été correctement informé·e (c'est donc le consentement).

« Qui ne dit mot consent » commence pourtant à prendre de l'importance. En effet, l'article 8 de la loi mentionnée dispose que : « Ce consentement est donné expressément, sauf lorsque le praticien professionnel, après avoir informé suffisamment le patient, peut raisonnablement inférer du compor-

tement de celui-ci qu'il consent à l'intervention ». Le ou la praticien·ne professionnel·le peut donc présumer du consentement et ce sont les cours et tribunaux qui devront, le cas échéant, déterminer si cette présomption était raisonnable ou non. Cela peut poser problèmes, notamment lorsque la personne ne voulait pas consentir mais que le ou la soignant·e a estimé le consentement acquis. Le ou la soignant·e et le ou la patient·e devront prouver qu'il y avait ou non consentement. Or, ce n'est pas une mince affaire. Sans témoin ni écrit, ce sera la parole de l'un·e contre celle de l'autre.

Mais, c'est évidemment en matière de relations sexuelles que la question est la plus sensible. En effet, en l'absence de consentement, tout acte de pénétration sexuelle est un viol<sup>4</sup>. Le Code pénal précise qu'il n'y a pas consentement lorsque l'acte a été imposé par la violence, la contrainte, la menace, la surprise ou la ruse ou a été rendu possible en raison d'une infirmité ou d'une déficience physique ou mentale de la victime. Avant l'âge de 14 ans, le même code présume qu'il n'y a jamais consentement.

Si ces notions sont essentielles, elles ne semblent pourtant pas suffisantes. Notamment parce que la notion de désir ne transparait pas, ni de manière directe ni par le biais de la notion de consentement.

En effet, il suffit d'accepter une relation sexuelle pour que le consentement soit acquis, même si la relation n'a pas été désirée. Du reste, le langage courant a entériné cette pratique sous l'appellation de « l'étoile de mer », lorsqu'une personne (une femme dans l'immense majorité des cas) reste allongée, jambes écartées, sans vraiment bouger ni manifester le moindre désir envers son ou sa partenaire. Lorsqu'une femme fait l'étoile de mer au lit, c'est rarement parce qu'elle désire profondément une relation sexuelle avec son ou sa partenaire.

L'expression « qui ne dit mot consent » fait également des ravages en la matière. Parce que le consentement est présumé tant qu'il n'y a eu ni violence, ni contrainte, ni menace, ni surprise ni ruse. L'une des questions posées à une victime qui dépose plainte pour viol est

« avez-vous dit non ? ». Tout se passe comme si le consentement se résumait à son sens strict, à savoir accepter qu'une chose ait lieu et qu'une relation sexuelle ne nécessitait que ce consentement-là et comme s'il était facile de formuler son non-consentement.

Or, il n'en est rien.

Pendant longtemps, des féministes se sont battues pour faire reconnaître le slogan « non, c'est non ». C'était essentiel. Parce que ce qui nous paraît comme une évidence ne l'était pas (et ne l'est toujours pas pour une frange non négligeable de la population). En effet, nombre de personnes estiment encore que, parfois, « non » signifie « oui », que certaines femmes disent toujours « non » mais en ont envie quand même et que, dans ces cas-là, on peut outrepasser ce « non ».

Cependant, il faut aller plus loin. Comme le montre la campagne JDIWI d'Amnesty International Belgique<sup>5</sup>, seul le « oui » obtenu facilement et avec plaisir vaut consentement. Les « oui » obtenus après insistance, les « peut-être », les « je ne sais pas » et les silences sont des « non ».

Or, le Code pénal ne prévoit pas vraiment ces cas de figure, ce qui laisse une marge importante aux avocat·es pour défendre des agresseur·es, auteurs et autrices de viols. Et ce qui amène le parquet à ne pas poursuivre des agresseur·es, malgré les aveux de ces dernier·es.

Par ailleurs, le droit méconnaît les avancées importantes qui ont eu lieu en matière de connaissances scientifiques sur le fonctionnement de la psychologie humaine, notamment la question de la mémoire traumatique et du stress post-traumatique. Une personne en situation de stress n'a pas forcément la capacité de dire « non ». Face à une situation pressentie comme dangereuse, trois possibilités s'offrent au cerveau humain : fuir, se battre ou se figer. Dire « non », c'est se battre, en quelque sorte. Or, une part non négligeable des femmes se sentent en situation de stress face à une proposition de relation sexuelle non sollicitée (notamment parce que certaines d'entre elles sont d'anciennes victimes

de violences sexuelles). Dans ce cas de figure, nombreuses sont celles qui se figent<sup>6</sup>, incapables de formuler quoi que ce soit. Muriel Salmona, Présidente de l'association Mémoire traumatique et victimologie<sup>7</sup>, psychiatre et psychotraumatologue, parle de sidération qu'elle définit comme « une impossibilité à contrôler le stress et y répondre ».

Doit-on présumer qu'elles étaient consentantes pour autant ? À l'évidence, non. Pourtant, le droit tel qu'il existe actuellement n'est pas capable de rendre justice à ces victimes-là.

Selon ces constats, revoir la notion de consentement dans le Code pénal pour qu'elle colle avec la réalité semble indispensable. Adapter la justice aux réalités des victimes est d'ailleurs une des recommandations majeures figurant dans le cahier de recommandations visant la politisation de l'inceste édité par l'Université des Femmes et mené avec la collaboration de SOS Inceste Belgique et « Femmes de Droits-Droits des Femmes » entre autres.

Bien sûr l'exercice n'est pas simple. Intégrer le désir ? Mais, comment prouver le désir ? Comment inscrire ce désir dans la loi sans porter préjudice aux femmes en ajoutant de nouvelles injonctions dont elles ne peuvent déjà plus ?

La solution réside peut-être dans l'élargissement de la notion de consentement ou plutôt à sa restriction. En matière sexuelle, seul un « oui » vaudrait consentement. À l'auteur présumé du viol de prouver qu'il a bien obtenu ce « oui » et que ce « oui » n'a pas mué en « non » au cours de la relation. Évidemment, certains crieront déjà à l'absurde et brandiront applications et autres gadgets pour démontrer l'inadéquation de cette solution, comme cette application « Legal Fling » qui semble tout droit sortie de *Black Mirror* et qui permet de donner son consentement et de le retirer à tout moment<sup>8</sup>.

Pourtant, il est temps que le droit s'empare de cette question car le nombre de victimes est impressionnant (quelle que soit la source qu'on utilise), le taux de fausses accusations de violences sexuelles est très faible mais le taux de condamnations l'est encore plus. Pour

donner une idée, les chiffres varient d'une étude à l'autre mais on estime à +/- 2 % le taux de fausses accusations de viol<sup>9</sup>. 53,73 % des plaintes pour viol ont été classées sans suite entre le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et le 31 décembre 2017, selon un rapport détaillé du Conseil Supérieur de la Justice<sup>10</sup>. On y apprend également que seulement 25,51 % des plaintes ont fait l'objet de poursuites pénales. Selon l'étude récente d'Amnesty International et SOS Viol<sup>11</sup>, seules 14 % des victimes déposent plainte. Par ailleurs, Danièle Zucker, qui a réalisé une étude sur le sujet pour la Commission européenne, révèle que seulement 1 % des violeur·euses purgent effectivement une peine de prison en Belgique<sup>12</sup> !

Il faut que cela change pour que la honte change de camp et que Justice soit enfin rendue. ■

© « Qui ne dit mot consent »,  
Violette SALVIA

1 Dictionnaire Le Larousse illustré, édition 2020.

2 Idem.

3 Art. VI.67 et suiv. du Code de droit économique.

4 Art. 375 et suiv. du Code pénal.

5 <https://www.amnesty.be/partagez-jdiwi>

6 70 % des victimes de viol selon une étude suédoise citée dans l'article du Cosmopolitan: <https://www.cosmopolitan.fr/la-sideration-ou-pour-quoi-on-ne-se-debat-pas-toujours-lors-d-un-viol.2034001.asp>

7 <https://www.memoiretraumatique.org>

8 <https://www.madmoizelle.com/consentement-sexuel-application-877573>

9 Pour plus de précisions, voir l'article « Fausses accusations de violences sexuelles » sur le site de l'asbl Femmes de droit, droit des femmes: <http://femmesdedroit.be/ressources/abecedaire-feministe-belgique/fausses-accusations-de-violences-sexuelles/>

10 Conseil supérieur de la Justice, *Rapport: Vers une meilleure approche de la violence sexuelle*, approuvé par l'Assemblée Générale du CSJ le 25 avril 2019, disponible sur [www.csj.be](http://www.csj.be)

11 <https://www.amnesty.be/campagne/droits-femmes/viol/stop-violences-sexuelles>

12 <https://www.lalibre.be/belgique/la-belgique-continue-a-banaliser-le-viol-sur-100-dossiers-un-seul-auteur-a-purge-une-peine-de-prison-5cdf9da49978e24b5d42f131>

